Ordre des Avocats
Hauts-de-Seine

DEMANDE DE DEGREVEMENT D'IMPOTS

Date : 10/04/2020

Important :
Le présent document a été réalisé dans l'urgence et à titre gracieux, afin de répondre au plus vite aux interrogations suscitées par les dispositions prises par le parlement et le gouvernement face à la crise sanitaire causées par le COVID-19 et les mesures d'aide économique.
Il n'a pas valeur de consultation juridique personnalisée, son rédacteur n'ayant pas une connaissance précise de la situation de l'auteur de la demande permettant une analyse complète. Aussi il n'engage pas la responsabilité de son rédacteur, ni celle du barreau des Hauts-de-Seine.
Il a été établi à la lumière des informations juridiques existantes et disponibles à la date de sa réalisation et peut donc nécessiter une mise à jour, sur demande, en fonction de l'évolution des dispositions législatives et réglementaires.

Nom de la Société
Prénom Nom
Fonction
Adresse
Code postal Ville

Centre des Finances Publiques
Service des Impôts des Entreprises de *[Ville]*
Adresse
Code postal Ville

Lieu , le … … 2020

Lettre recommandée avec accusé de réception (N° ……..)

Objet : **Réclamation contentieuse**
Demande de dégrèvement de [**Nature de l'imposition - Année concernée**]
La société [Dénomination sociale] - N° Fiscal : […] // **Référence de l'avis d'imposition :** […]

Madame, Monsieur le Chef de Centre,

Agissant en qualité de représentant/gérant de la société ***[Dénomination sociale],*** je demande par la présente réclamation un dégrèvement total ou partiel de l'imposition ***[Nature de l'imposition - Année],*** objet de l'avis d'imposition reçu le ***[Date de réception]*** (cf. copie jointe).

En effet, vos services ont assujetti, au titre de cette imposition, la société ***[Dénomination sociale]*** pour un montant de **[….] euros**.

Or en raison de la crise de Covid-19, la société ***[Dénomination sociale]*** rencontre actuellement de graves difficultés financières comme en témoignent les éléments que vous trouverez ci-joints à la présente réclamation, parmi lesquels figure à toutes fins utiles, le formulaire de demande de remise d'impôts dûment complété.

Ainsi, vous conviendrez que la société ***[Dénomination sociale]*** n'est pas en mesure de s'acquitter en tout ou partie du montant réclamé.

En conséquence, je sollicite de votre bienveillance, à titre exceptionnel, un dégrèvement total ou partiel de l'impôt à recouvrer et, en application de l'article L.277 du LPF, je vous demande également à surseoir au paiement de cet impôt.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous porterez à la présente et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Chef de Centre, mes salutations distinguées.

Signature

Pièces jointes :

- La copie de l'avis d'imposition/de mise en recouvrement de l'année **[….]** ;
- L'extrait KBIS de la société ;
- La copie de carte d'identité du dirigeant ;
- Une attestation justifiant de l'état de difficultés financières, le cas échéant établie par l'expert-comptable de l'entreprise ;
- Le dernier bilan clos et le montant du CA HT réalisé depuis le 1er janvier de l'année 2020 ;
- La situation de la trésorerie ;
- Formulaire de demande de remise d'impôts.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Difficultés liées au coronavirus (Covid-19)
Demande de délai de paiement et/ou de remise d'impôt

Formulaire à adresser au service des impôts des entreprises (SIE) dont vous relevez

Désignation de l'entreprise :	
Numéro SIRET :	

1] Report de paiement de tout impôt direct[1] des entreprises :

☐ Je demande un report d'échéances fiscales pour cette entreprise en raison des difficultés financières qu'elle rencontre à la suite de la crise de Covid-19 *(cochez la case)*

☐ Pour les entreprises/groupes de plus de 5 000 salariés ou 1,5 Md€ de CA[2] : L'entreprise / le groupe ne réalisera aucune distribution de dividendes ni rachat d'actions entre le 27/03 et le 31/12/2020 *(cochez)*

Précisez les impôts directs[1] concernés (ex. : impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires, CFE, CVAE) :

Impôt direct[1]	Date de l'échéance	Montant restant dû

Nota bene : Le report est accordé à toute entreprise en difficulté du fait de la crise sanitaire, sans pénalité ni intérêt, pour toute échéance d'impôt direct[1], sur simple demande et sans justificatif. Pour les entreprises/groupes de plus de 5 000 salariés ou 1,5 Md€ de CA[2], il n'est octroyé que si l'entreprise / le groupe ne réalise aucune distribution de dividendes ni rachat d'actions entre le 27/03 et le 31/12/2020.

2] Demande de remise d'impôts directs[1], d'intérêts de retard ou de pénalités :

☐ Je demande une remise pour cette entreprise en raison des difficultés financières qu'elle rencontre à la suite de la crise de Covid-19 *(cochez la case)*

☐ Pour les entreprises/groupes de plus de 5 000 salariés ou 1,5 Md€ de CA[2] : L'entreprise / le groupe ne réalisera aucune distribution de dividendes ni rachat d'actions entre le 27/03 et le 31/12/2020 *(cochez)*

Précisez les impôts directs[1], intérêts de retard et/ou pénalités concernés :

Impôt direct[1]	Date de l'échéance	Montant

[1]Il s'agit de tous les impôts des entreprises à l'exception de la TVA et des taxes assimilées, du reversement de prélèvements à la source et de la TSCA, qui ne peuvent pas faire l'objet d'un report ou d'une remise.

[2]Pour plus de précisions : https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/covid-faq-termes-references-dividendes.pdf.

Éléments justifiant la demande de remise :

Une remise d'impôt direct[1] (notamment : impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires, CFE et CVAE) ne peut être accordée qu'en cas de difficultés caractérisées qu'un report de paiement ne suffit pas à surmonter. Pour les entreprises/groupes de plus de 5 000 salariés ou 1,5 Md€ de chiffre d'affaire[2], elle n'est octroyée que si l'entreprise / le groupe ne réalise aucune distribution de dividendes ni rachat d'actions entre le 27/03 et le 31/12/2020.

Indiquer ci-après les éléments caractérisant l'impossibilité de paiement.

- Baisse du chiffre d'affaires :

(Préciser le chiffre d'affaires mensuel des mois précédant la demande et des mois correspondants de l'année précédente)

Chiffre d'affaires mensuel	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
2019					
2020					

- Autres dettes à honorer (nature, montant, échéance) :

- Situation de la trésorerie :

- Autres éléments de nature à justifier un délai de paiement ou une remise :

3] Factures en attente de paiement de la part de services publics

☐ J'ai des factures en attente de paiement de la part de services de l'État ou de collectivités locales *(cochez la case)*

Précisez les organismes publics débiteurs, l'objet et le montant de chaque facture :

Organisme public débiteur	Objet de la facture	Montant de la facture

Date :

Nom et prénom :

Signature :